

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

**ARRÊTE PRÉFECTORAL DU 27 juin 2025
PORTANT MISE EN DEMEURE ET MESURES CONSERVATOIRES
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE DE PLEYBEN CHÂTEAULIN, PORZAY
PÔLE DÉCHETS DE LA CROIX NEUVE
À PLONEVEZ-PORZAY (29550)**

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-20 et L. 514-5 ;

VU le Code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 28 avril 2025 portant nomination du préfet du Finistère, M. Louis LE FRANC ;

VU le décret du 7 juin 2023 portant nomination de M. François DRAPE en qualité de secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 juin 2025 portant délégation de signature à M. François DRAPE, secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°12-12AI délivré le 6 juin 2012 à la Communauté de Communes de Pleyben Châteaulin, Porzay pour l'exploitation du pôle déchet de la Croix Neuve à Plonevez-Porzay (29550) concernant notamment la rubrique 2780-1b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le courriel le 24 juin 2025 de l'exploitant signalant l'incident de dégagement d'hydrogène sulfuré (H2S) au niveau de la plateforme de compostage du pôle déchets de la Croix Neuve à Plonevez-Porzay ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées du 26 juin 2025, faisant suite à l'inspection du 25 juin 2025, transmis à l'exploitant par courriel du 26 juin 2025 et 27 juin 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU les observations formulées par l'exploitant lors de la réunion en visio conférence du 27 juin 2025 de 16h00 à 17h55 ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 25 juin 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- la présence en quantité importante d'andains contenant des algues vertes en mélange avec des déchets verts.
- les arrivages d'algues vertes des 3 dernières semaines au sein du pôle déchets représentent 2794 tonnes, réparties comme suit :
 - semaine 23 : 817 t
 - semaine 24 : 75t
 - semaine 25 : 1462 t
 - semaine 26 : 440 t
- les andains ont été retournés en cours de phase de stabilisation. Les arrivages dataient de 1 jour à 3 semaines tout au plus.
- Les andains n'avaient pas atteint la durée minimum de fin de fermentation et n'étaient pas stabilisés.
- l'absence de consignes spécifiques des risques liées aux émissions d'H2S.

CONSIDÉRANT que l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 juin 2012 susvisé fixe la quantité de matière traitée à 46t/j ;

CONSIDÉRANT que l'article 8.5.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 juin 2012 susvisé dispose que « la durée de cette phase de stabilisation / fermentation est au minimum de 4 semaines » ;

CONSIDÉRANT que l'article 8.5.12 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 juin 2012 susvisé dispose : « l'exploitant établit une consigne spécifique des risques liés aux émissions d'H2S dans son installation » ;

CONSIDÉRANT que sur 19 jours ouvrés (3 semaines et 1 jour) 2794 t d'algues vertes ont été réceptionnées et mises en traitement soit une moyenne de traitement de l'ordre de 147 tonnes par jour ;

CONSIDÉRANT que la quantité maximale de matière traitée représente un écart significatif par rapport à la quantité maximale fixée dans l'arrêté d'autorisation ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 juin 2012 susvisé ;

CONSIDÉRANT que les andains ont été retournés bien avant leur stabilisation et donc sans attendre l'issue de la phase de fermentation ;

CONSIDÉRANT que la durée minimum de la phase de stabilisation/ fermentation de 4 semaines n'a pas été respectée ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8.5.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 juin 2012 susvisé ;

CONSIDÉRANT que ce retournement prématuré des andains a entraîné un dégagement d'H2S dans l'environnement, constaté par un agent d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que l'H2S est un gaz hautement inflammable et toxique ;

CONSIDÉRANT que pour autant aucune consigne spécifique des risques liées aux émissions d'H2S n'est établie ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8.5.12 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 juin 2012 susvisé ;

CONSIDÉRANT les atteintes aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement liées à la poursuite de l'activité du pôle déchets de la Communauté de Communes de Pleyben

Châteaulin Porzay sans le respect des prescriptions techniques applicables, notamment les risques d'intoxication au H2S rejeté dans l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face au non-respect des prescriptions techniques applicables au pôle déchets de la Communauté de Communes de Pleyben Châteaulin, Porzay, et eu égard aux atteintes potentielles aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du même code en imposant des mesures d'urgence à l'activité des installations, dans l'attente du respect des prescriptions techniques applicables ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, en vue de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, de prescrire la mise en œuvre d'actions correctives rendues nécessaires par les causes et les conséquences du non-respect des prescriptions techniques applicables aux installations exploitées par le pôle déchets de la Communauté de Communes de Pleyben Châteaulin, Porzay ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : MISE EN DEMEURE

L'exploitant est mis en demeure de respecter, les dispositions des articles 1.2.1, 8.5.10 et 8.5.12 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 juin 2012 dès notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : MESURES D'URGENCE

Article 2.1 – Réception des algues vertes

Tout apport d'algues vertes est suspendu à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2.2 – Renforcement de la surveillance des émissions d'H2S

L'exploitant relève et enregistre, avant toute opération de traitement des algues vertes présentes dans l'installation, les concentrations d'H2S au voisinage de ces algues.

En cas de détection d'une concentration supérieure à 5 ppm, toute activité de traitement est suspendue immédiatement. L'exploitant informe sans délai l'inspection des installations classées de ces situations.

ARTICLE 3 : REPRISE DES ACTIVITÉS

La reprise de la réception d'algues vertes est conditionnée au résultat de l'examen des dispositions que l'exploitant met en œuvre pour prévenir tout nouvel incident de dégagement d'H2S à des concentrations supérieures à 5 ppm.

A cet effet, l'exploitant transmet à l'inspection des installations de l'environnement en charge des installations classées le dossier décrivant :

- L'analyse des causes profondes de l'incident survenu le 24 juin 2025 et, plus largement, l'analyse des causes des difficultés d'exploitation rencontrées,
- L'organisation mise en place justifiant du respect de l'article 1^{er}, notamment que l'ensemble des conditions pour l'acceptation des algues vertes sur le site soient réunies, à savoir :
 - o la disponibilité des surfaces dédiées,
 - o l'adéquation des quantités de structurants ligno-cellulosiques à la quantité d'algues vertes destinées à être prise en charge,
 - o La limitation des quantités entrantes pour la mise en œuvre d'un traitement dans des conditions prévues par l'arrêté préfectoral,
- La mise en œuvre effective du report d'alarme des détecteurs d'H2S,
- Les consignes de conduite des installations en cas de déclenchement de l'alarme.

ARTICLE 4 : INFORMATION DES TIERS.

En vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 du code sont publiées sur le site internet des services de l'Etat dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr> :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre de la présente décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux.

En cas de recours administratif par un tiers intéressé, l'auteur est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

Le Préfet du Finistère, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Communauté de Communes de Pleyben Châteaulin, Porzay et dont une copie sera adressée au maire de Plonévez-Porzay.

Pour Le Préfet,
Le Secrétaire Général,



François DRAPÉ

DESTINATAIRES :

- M. le maire de Plonévez-Porzay
- M. l'inspecteur de l'environnement – spécialité installations classées – UD 29 DREAL
- Mme la présidente de la Communauté de Communes de Pleyben Châteaulin, Porzay